Jacques PARIZEAU (1930 -)

Économiste, retraité de l'enseignement à l'Université de Montréal
Ancien premier ministre du Québec

(1966)

"Quelques caractéristiques de l'économie du Québec."

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie retraité du Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques Parizeau

"Quelques caractéristiques de l'économie du Québec".

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Roger-J. Bédard, **L'essor économique du Québec**, pp. 191-196. Montréal : Librairie Beauchemin, 1969, 524 pp. Texte originalement publié dans *Relations*. Octobre 1966, pp. 265-267.

M Jacques Parizeau, économiste, retraité de l'enseignement à l'Université de Montréal et ancien premier ministre du Québec, nous a accordé le 18 septembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 30 novembre 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Jacques Parizeau (1966)

"Quelques caractéristiques
de l'économie du Québec."

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Roger-J. Bédard, *L'essor économique du Québec*, pp. 191-196. Montréal : Librairie Beauchemin, 1969, 524 pp. Texte originalement publié dans *Relations*. Octobre 1966, pp. 265-267.

[191]

Jacques Parizeau ¹

"Quelques caractéristiques de l'économie du Québec".

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Roger-J. Bédard, **L'essor économique du Québec**, pp. 191-196. Montréal : Librairie Beauchemin, 1969, 524 pp. Texte originalement publié dans *Relations*. Octobre 1966, pp. 265-267.

L'économie du Québec a ceci de particulier que l'on peut, avec la même facilité, en décrire les progrès spectaculaires et les retards flagrants, souligner le dynamisme des investissements et des revenus dans certaines régions et dans certains secteurs, ou déplorer avec tout autant de justesse l'absence de progrès, les reculs même, et la pauvreté relative d'autres régions ou d'autres secteurs. Dans ce sens, il est difficile d'en arriver à une vue synthétique équilibrée, plus difficile encore de mettre au point des politiques économiques qui puissent s'appliquer à de tels écarts de comportement et de résultats. Il faut, en tout cas, chercher à éviter des généralisations qui, finalement, ne peuvent servir qu'à étayer des thèses doctrinales dont on a trop abusé dans le passé pour ne pas s'en méfier.

¹ M. Jacques Parizeau, économiste, professeur à l'École des Hautes Études commerciales de Montréal, aviseur financier au cabinet provincial.

Qu'il s'agisse de la structure des activités, et singulièrement de la structure industrielle ou de la croissance régionale, ou de la répartition des revenus, le Québec est caractérisé par un éventail étonnamment ouvert de conditions et de résultats.

Notre structure industrielle

La structure industrielle, en particulier, est remarquablement hétérogène. L'exploration des ressources forestières et minières a fait apparaître des industries hautement productives, dont l'outillage est régulièrement modernisé, dont le marché est mondial ou en tout cas nord-américain et qui sont en mesure de payer des salaires du même ordre que ceux qui prévalent dans le reste du Canada ou même aux États-Unis. On peut, de temps à autre, constater que le dynamisme de telles industries est freiné par l'évolution des marchés extérieurs ou par l'apparition à l'étranger de certains facteurs concurrentiels nouveaux. Il reste en tout cas qu'elles participent, à toute espèce de points de vue, à un type d'économie qui transcende largement les frontières du Québec.

[192]

Très différentes sont les industries souvent vieilles, qui procèdent de ce que l'on a appelé la première révolution industrielle, celle qui a suivi la mise en place de la « politique nationale » de 1878. Vivant à l'abri d'une protection douanière dont la réduction provoque rapidement des crises, souvent incapables de payer des salaires élevés soit à cause de la concurrence étrangère, soit à cause de la vétusté de leur outillage, soit enfin en raison de leur taille trop faible ou du caractère routinier de leur administration, on trouve dans le textile, le vêtement, la chaussure, le meuble, certaines industries alimentaires telles que les usines de lait, de beurre ou de fromage, une foule de ces entreprises dont le dynamisme est très atténué par les difficultés périodiques. Toutes les entreprises appartenant à ces secteurs ne sont évidemment

pas petites, routinières, ou mal équipées. Mais c'est là que l'on trouve le plus grand nombre d'entreprises marginales, de salaires faibles (les entreprises dites marginales ne sont pas les seules à payer des salaires faibles) et des conditions de travail de moins en moins acceptables.

Si l'on se souvient que près du tiers des ouvriers d'usines au Québec travaillent dans ces secteurs contre environ 13 pour cent en Ontario, on aura une idée de l'étendue de la reconversion que tôt ou tard on devra entreprendre.

Entre ces deux grands segments de l'industrie - celui qui est branché sur les richesses naturelles et celui qu'on vient de décrire - se situe évidemment toute une gamme d'autres industries dont les plus récentes ou les plus technologiquement avancées, telles que les produits chimiques, l'électronique, la construction mécanique, sont dans tous les pays industriels modernes les grands moteurs du développement et de l'augmentation des salaires.

Bien que de telles industries se soient développées au Québec, et en particulier dans la région de Montréal, il n'est pas toujours vrai qu'elles aient joué le rôle auquel on aurait pu s'attendre. Ainsi, par exemple, une bonne partie de l'industrie mécanique est restée embryonnaire ou marginale pendant longtemps. L'absence de main-d'oeuvre technique a gêné l'expansion de telle ou telle branche de l'industrie pétro-chimique ou électronique.

Dans ce sens, il reste des « trous » dans la structure industrielle du Québec dont on ne peut pas toujours dire qu'ils soient justifiés par une absence fondamentale ou permanente de ressources.

[193]

Quoi qu'il en soit, les problèmes suscités par une structure aussi diverse de l'industrie manufacturière appellent toute une série de solutions différentes mais complémentaires.

Pour un bon nombre des industries vieilles et morcelées, il faut pouvoir susciter un grand mouvement de fusions et de transformations

technologiques majeures, tout en acceptant que plusieurs d'entre elles disparaissent si vraiment il apparaîtrait que, quelles que soient les modifications qu'on leur apporte, elles ne pourront distribuer à leur main-d'oeuvre un niveau acceptable de revenus. Pour les grandes industries motrices, il est possible que le développement rapide d'une main-d'oeuvre spécialisée soit insuffisant et qu'il faille susciter l'apparition de quelques grandes unités de production qui jusqu'à maintenant n'existaient pas.

Il faudrait des développements plus longs que ceux qui sont possibles ici, de façon à discuter de la structure des autres secteurs de l'économie. Il suffira de signaler le cas bien connu de l'agriculture et des difficultés qu'elle traverse pour des raisons qui tiennent tout à la fois aux méthodes de culture, à la mise en marché et, peut-être surtout, aux retards considérables que plusieurs gouvernements successifs ont accumulés pour doter l'agriculture d'outillage collectif, dans le domaine de la réfrigération par exemple.

Nos disparités régionales

Les caractéristiques structurelles que l'on vient de souligner ont évidemment une incidence très forte sur l'état des économies régionales. En fait les disparités que l'on constate d'une région à une autre sont étonnantes. Montréal et sa région immédiatement contiguë rassemble 40 pour cent de la population et près de 60 pour cent de la production industrielle. La métropole ne joue plus au même degré ce rôle de fournisseur de l'ouest qui fut pendant si longtemps une des causes de sa croissance. Elle continue, cependant, de se développer à partir du marché que sa population et ses industries ont créé et elle appartient, en définitive, à cette zone essentielle d'industrialisation intégrée qui commence à Windsor, s'étire le long des Grands Lacs et du Saint-Laurent, et représente l'axe central de l'économie canadienne.

Le prolongement de cet axe au-delà de Montréal ne s'est jamais vraiment réalisé. Les usines de papier journal de Trois-Rivières appartiennent à un tout autre type d'économie. Le projet de Sidbec, [194] divers projets industriels dans la région de Québec, le développement de la rive sud de Montréal jusqu'à Sorel sont autant de tentatives de poursuivre un axe industriel important et diversifié jusqu'à Québec. L'absence, pendant longtemps, de communications convenables de chaque côté du fleuve a gêné cette orientation mais il est remarquable que le réseau routier ne sera pas en retard et qu'on peut ainsi espérer qu'une anomalie historique soit enfin corrigée.

La plupart des industries basées sur les ressources naturelles sont situées au nord du fleuve Saint-Laurent. L'économie de l'Outaouais, de l'Abitibi, de la Mauricie, du Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, est, dans certains cas presque entièrement, dans d'autres principalement, appuyée sur le développement des ressources, sur l'exportation vers le marché américain ou international. Cela se reflète sur des niveaux de revenus habituellement élevés, en tout cas lorsque le développement technologique et la concentration des entreprises a procédé normalement. Ces revenus élevés ont eu parfois tendance à influencer toute la structure des salaires régionaux et c'est ainsi que le Lac-Saint-Jean ou la Côte-Nord, en particulier, sont caractérisés par des niveaux moyens de revenus remarquablement élevés.

La situation est tout à fait différente au sud du Saint-Laurent ; à quelques exceptions près (Murdochville, par exemple), les industries basées sur les ressources naturelles sont peu nombreuses ou alors de trop faible taille ou trop peu équipées (scieries).

En fait, plusieurs des régions de l'Est et du Sud-Est vivent d'une combinaison d'agriculture et d'industries souvent peu dynamiques, en tout cas traditionnelles. Pour la Gaspésie s'ajoutent des pêcheries en bonne partie moribondes. Les industries vieilles ou menacées par une concurrence étrangère aiguë se débattent avec plus ou moins de succès. Dans le textile primaire, certaines reconversions technologiques ont donné des résultats spectaculaires. (*Dominion Textile* au cours des dernières années.) Dans l'ensemble, cependant, il faut redonner une

nouvelle impulsion aux centres régionaux et réactiver des activités qui ont souvent perdu le plus clair de leur dynamisme.

On ne doit en tout cas pas s'étonner du bas niveau des salaires et des revenus dans des régions entières, pas plus que de l'exode vers Montréal ou vers les centres de la Côte-Nord de tant de ruraux ou d'habitants des petits centres urbains.

[195]

Il est évident que de résumer ainsi, à grands traits, certaines caractéristiques des économies régionales relève presque de la caricature. Il faudrait tenir compte de bien d'autres éléments, dont certains n'ont rien d'économique. Dans ce sens, le relèvement de plusieurs régions et leur développement va exiger dans le domaine éducationnel et culturel des investissements tout aussi essentiels que les investissements industriels, miniers ou agricoles.

Le rôle du gouvernement

Après avoir rapidement esquissé certaines caractéristiques de la structure industrielle et de la répartition régionale des activités, il reste à noter quelques aspects du rôle que joue le gouvernement dans l'économie du Québec. Il a, à bien des égards, toujours été placé dans une situation paradoxale. Dans la mesure, en effet, où les centres de décisions économiques ont dans presque tous les domaines échappé à la communauté canadienne-française, il était normal qu'on cherche à faire du gouvernement, qui était l'expression de cette communauté, un entrepreneur, le centre en fait de décisions économiques centrales. D'un autre côté, le sentiment nettement anti-socialiste de la majorité de la population contrebalançait ce que la « raison » nationaliste pouvait suggérer. A l'exception de l'Hydro-Québec et de certaines aventures de moindre ampleur (betteraverie de Saint-Hilaire, par exemple), ce n'est que très récemment que le paradoxe s'est dissipé. La création de la S.G.F., celle de Soquem, la mise sur pied de la Caisse de

dépôt et placement, le projet de Sidbec marquent autant d'étapes dans la mise au point de centres de décisions économiques importantes au-delà du secteur public traditionnel.

En même temps les entrepreneurs canadiens-français du secteur privé prenaient, dans le milieu des affaires, une importance considérablement accrue, en particulier dans les secteurs de la finance et des services. Au contraire l'industrie manufacturière de grande taille continue à leur échapper à peu près complètement.

En outre, même dans le cadre de ses activités traditionnelles, l'État a vu beaucoup plus clairement apparaître certaines fonctions économiques qu'il ne peut éviter de remplir parce que, à cet égard, il peut être ou ne pas être efficace, mais il ne peut pas être neutre. Nul ne part ce rôle n'est aussi clairement apparu que dans le domaine de la politique salariale. Un salarié sur neuf est directement ou indirectement payé [196] à même le budget du gouvernement du Québec. Par sa législation du travail, l'État affecte, en outre, la rémunération de centaines de milliers d'individus.

On assiste depuis quelque temps, grâce dans une bonne mesure aux pressions syndicales, à des relèvements de ces traitements du secteur public, qui étaient les plus bas. En même temps des écarts régionaux de traitements tendent à disparaître (le cas le plus net étant celui du personnel des hôpitaux). Enfin l'augmentation du salaire minimum a été considérablement accélérée.

Il faut rapprocher ces tendances de l'évolution des salaires telle qu'elle existe dans le secteur privé. En raison de ce qui a déjà été signalé au sujet de la structure industrielle et des caractéristiques régionales, il était inévitable qu'apparaissent d'énormes écarts de salaires, même pour des emplois semblables, d'une industrie à une autre et, à plus forte raison, d'une région à une autre.

On a pu longtemps voir dans de tels écarts un facteur de localisation industrielle et donc de décentralisation. Une main-d'œuvre non spécialisée mais bon marché attirait indéniablement l'investissement. Dans la plupart des cas, il n'en est plus de même pour l'industrie mo-

derne et les disparités historiques de salaires servent finalement à maintenir les revenus dans certaines régions à un niveau beaucoup trop bas et à susciter l'exode des éléments les mieux entraînés de la population.

Le gouvernement par le truchement des salaires qu'il contrôle et de la loi du salaire minimum va forcément tendre à modifier considérablement une structure des salaires et des revenus dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle était devenu aberrante.

On pourrait présenter bien d'autres exemples de la présence du gouvernement dans l'économie du Québec. On entrerait alors dans le domaine de la politique économique qui déborde le cadre de cet article.

JACQUES PARIZEAU,
École des H.E.C.